

BOUCHOUAREB À AÏN DEFLA :

«Les produits fabriqués en Algérie  
seront interdits à l'importation»

**Annoncée à deux reprises et ajournée à chaque fois, la visite du ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb, a bien eu lieu finalement hier dans la wilaya de Aïn Defla.**

A El-Attaf, au niveau de la zone d'activité de Bir-Enhass, réagissant à l'exposé, présenté par le directeur du secteur, portant sur la situation de l'industrialisation dans la wilaya, le ministre n'a pas manqué de manifester sa contrariété «je m'attendais à ce que soit respectée, en matière d'investissements industriels, la vocation agricole par excellence de la wilaya et particulièrement dans le domaine de l'agroalimentaire» en faisant remarquer au directeur du secteur que les investissements dans le secteur de l'agroalimentaire dans cette région sont minimes». Après avoir visité deux usines de

fabrication de profilé d'aluminium, l'une à El-Attaf et l'autre à Aïn Defla, en zone industrielle, une usine de fabrication de tubes de toutes dimensions à usage hydraulique et posé la première pierre d'une usine de fabrication de médicaments, le ministre bien que satisfait de l'importance économique des unités visitées a réitéré son orientation sur le respect de la spécificité agricole de la wilaya. On a pu noter que pour l'usine de fabrication de profilés d'aluminium, son capital est à 100% tunisien ayant eu l'opportunité d'avoir été créée avant la parution de la loi des 51/49. Cette usine s'approvisionne en

billettes (rouleaux pleins d'aluminium) de Tunisie où est implantée l'usine-mère qui est entrée en surproduction. On note qu'en général, les billettes sont importées de Dubaï. Les promoteurs de cette usine comptent dans le cadre de leur extension, la réalisation à proximité de cette usine, d'une fonderie pour la fabrication de la matière première que sont ces billettes. Pour ce qui est de la future usine de médicaments qui est appelée à produire d'abord 20 millions d'unités de différents produits puis 60 millions d'unités par la suite, produits qui concernent plusieurs pathologies, utilisés en cardiologie, gastrologie, ostéporose... produits qui pour l'heure sont importés. Après avoir écouté l'exposé du promoteur, le ministre lui a conseillé vivement de se verser dans la fabrication de

produits pharmaceutiques nécessaires en oncologie, produits qui sont aussi importés pour l'heure et qui coûtent très cher. Autre remarque formulée par le ministre, elle a concerné la zone d'activité d'El-Attaf. En apprenant que cette zone n'est pas connectée au réseau d'assainissement ni même à celui de la lutte anti-incendie. «c'est inadmissible», dira-t-il. Selon un responsable de l'unité de fabrication de tubes en acier, l'usine étant entrée en production depuis 2013, l'assiette ayant été payée et l'acte n'a pas encore été établi. Réagissant à ces remarques, le wali s'est engagé à prendre ces problèmes en charge pour les solutionner. S'agissant du foncier industriel, le ministre a noté que les 57 ha sont insuffisants. Il a promis de faire le nécessai-

re pour que la superficie soit étendue à 150 ha. Lors de la rencontre qu'il a eue avec les investisseurs, le ministre a fait ressortir que le pays possède d'énormes potentialités. A l'exemple du foncier industriel où 60% des lots affectés depuis des années restent inexploités : «Il y a urgence, nous sommes bousculés par le temps, ces lots, l'Etat doit se les réapproprier, nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de temporiser !», dira-t-il. Prenant un autre exemple, il évoque le cas des phosphates : «Nos voisins de l'Ouest exportent 8 millions de tonnes, ceux de l'Est 6 millions de tonnes alors que nous n'exploitons que 2 millions de tonnes quand nous pouvons exploiter 10 millions de tonnes eu égard à nos potentialités.»

Karim O.

AZOUAOU MEHMEI, P-DG D'ALGÉRIE TÉLÉCOM :

«La dévaluation du dinar risque d'impacter  
le plan de développement de l'entreprise»

**Face à une telle situation, deux options se présentent pour l'entreprise : être dans l'obligation d'augmenter le plan d'investissement, et si cela dépasse ses capacités, recourir à des financements extérieurs, selon Mehmei, qui n'exclut pas le recours à un prêt bancaire.**

Younès Djama - Alger (Le Soir) - La dévaluation du dinar risque d'impacter le plan de développement d'Algérie Télécom sachant que tous les équipements sont importés, a déclaré, hier, sur les ondes de la Chaîne 3, son P-dg, Azouaou Mehmei. «Nous n'arriverons pas au niveau de réalisation escompté à cause de ces fluctuations», prévient-il. En données chiffrées, Azouaou Mehmei explique : «Nous avons un budget d'investissement de l'ordre d'une quarantaine de milliards de DA, si vous avez une fluctuation de 30% sur le taux de change, cela équivaut à 30% des réalisations qui ne seront pas faites».

Face à une telle situation, deux options se présentent pour l'entreprise : être dans l'obligation d'augmenter le plan d'investissement, et si cela dépasse ses capacités (il va falloir), recourir à des financements extérieurs, selon Mehmei qui n'exclut pas le recours à un prêt bancaire. Mais pas à n'importe quel prix, observe-t-il. «Il faudra qu'on s'assure une rentabilité. Il y a des localités couvertes en ADSL où il y a mévente ou pas assez de rentabilité pour justifier le déploiement de ce service sur le plan commercial. Dans certaines localités, même l'équipement d'accès lui-même nous n'avons pas pu le rentabiliser faute de revenus», relève Mehmei. Malgré cela, AT assure le service public. Une prestation qui a des limites. Car, souligne Mehmei, Algérie Télécom est une société par actions astreinte à une rentabilité, elle est régie par le code de commerce et elle n'a pas droit à des subventions publiques. «Nous essayons de répondre à un besoin en combinant aussi ces réalisations par rapport à d'autres projets au profit de grandes institutions à l'instar du ministère de l'Intérieur qui a raccordé pratiquement toutes les communes, ainsi que le ministère de la Justice et le département de la santé qui nourrissent de grands projets, etc. Nous essayons de mutualiser afin de profiter de ces infrastructures et mieux les

rentabiliser», explique l'invité de la Radio. Le P-dg d'Algérie Télécom a en outre tenu à répondre à ceux qui critiquent la qualité de service de l'entreprise notamment en matière de paiement par carte. Selon Mehmei, AT est avant tout un opérateur de réseau et qu'à ce titre ce n'est pas l'entreprise qui est habilitée à gérer les plateformes de services. Celles-ci seront, rappelle-t-il, sous l'autorité des fournisseurs de service. L'«e-paiement» ne relève pas d'Algérie Télécom laquelle, en revanche, fournit les supports et s'offre de garantir leur disponibilité, tient à préciser son premier responsable qui, au passage, a signalé l'existence de défaillances selon lui «indépendantes de la volonté» d'AT comme la pose des supports sur des domaines publics et donc ouverts à l'usage public d'où les agressions dont ces plateformes sont souvent l'objet. «Nous ne faisons que fournir des supports, il n'y a qu'à voir les banques qui sont interconnectées et le système de télécompensation qui fonctionne très bien.

Donc, je ne vois pas en quoi Algérie Télécom est défaillante», observe le P-dg d'AT. Revenant sur la coupure d'internet survenue en octobre dernier et qui a pénalisé des milliers d'internautes algériens, suite à un cisaillement d'un câble sous-marin, Azouaou Mehmei a confirmé que les internautes pénalisés ont été indemnisés sur les six jours qu'a duré la coupure. Les pertes d'Algérie Télécom suite à cet inci-

dent sont évaluées, selon lui, à 600 millions de DA à raison de 100 millions de dinars par jour. Parallèlement et comme déjà annoncé, AT a déposé une plainte pour compensation suite à cet incident qui s'est produit au large d'Annaba. Quant au coût de la réparation, Mehmei rappelle qu'il est totalement à la charge du consortium dont Algérie Télécom fait partie.

Y. D.

Au moins un centre d'appel par wilaya

Suite à un constat de saturation au niveau des centres d'appel d'Algérie Télécom, le répertoire de l'entreprise a décidé d'externaliser cette activité dans le cadre du dispositif Ansej, a annoncé Azouaou Mehmei.

«Nous sommes en train de décentraliser plusieurs activités au profit des microentreprises dont l'activité des centres d'appel. Nous avons un projet pour la réalisation d'au moins un centre d'appel par wilaya pour la prise en charge des doléances des citoyens», a affirmé le P-dg d'AT.

Y. D.

APRÈS L'ARRESTATION DU PATRON DE LA SOCIÉTÉ «AL WAÂD  
ESSADEK» À ALGER

Les victimes seront-elles enfin dédommagées ?

**Le patron de la société «Al Waâd Essadek» qui fuyait la justice depuis juin 2014, date à laquelle les premiers dépôts de plaintes ont été introduits contre lui par ses victimes, vient d'être finalement arrêté à Alger ce mardi.**

Poursuivi en justice dans plusieurs affaires liées à la société «Al Waâd Essadek» qu'il avait fondée en automne 2013 à Sour-El-Ghozlane avec deux autres associés, Moulay Salah s'est éclipsé depuis avril 2014, laissant des centaines de ses victimes à leur sort avec, derrière lui, des milliards de dettes. Aussi, après plusieurs semaines durant le printemps 2014 à se rassembler dans le lieu d'exercice de son commerce à Sour-El-Ghozlane, les victimes ont fini par recourir à la justice pour escroquerie dans l'espoir

de récupérer leur argent, prix de leurs biens, soit des véhicules soit des terrains ou encore des appartements, qu'ils avaient confiés à la société «Al Waâd Essadek» avant que celle-ci ne déclare faillite laissant au carreau ces centaines de personnes. Ainsi, après le dépôt des plaintes et alors que Moulay Salah fuyait la justice et que des mandats d'arrêt étaient lancés contre lui, les procès fusaient contre lui dont deux procès avaient eu lieu au tribunal d'Oran au cours desquels Moulay Salah était

condamné à chaque fois à deux ans de prison ferme par contumace, alors qu'au niveau du tribunal de Sour-El-Ghozlane, le plus grand procès a eu lieu au mois de mai dernier dans un procès que lui avait intenté l'industriel Tahkout et au cours duquel Moulay Salah, toujours introuvable, a été condamné à 20 ans de prison par contumace et 20 milliards d'amendes. Quelques semaines plus tard, un autre procès intenté contre lui par plus de 300 personnes qui compartaient parmi ses victimes et issues de plusieurs wilayas du pays a eu lieu au tribunal de Sour-El-Ghozlane et le verdict qui avait été prononcé le 28 juillet dernier, faisait état de la condamnation de Moulay Salah à 10 ans de prison ferme par contumace,

alors que ses deux principaux associés, Farid Ziane et Amara Azzedine ont écopé chacun de 3 ans de prison ferme et le dédommagement de toutes les victimes à raison de 30 à 40% du montant de la transaction ou du prix du bien confié à la société «Al Waâd Essadek». Un verdict qui n'avait arrangé personne et l'affaire a été renvoyée en appel à la cour de Bouira. Aussi, après l'arrestation du principal responsable de cette société qui avait arnaqué des centaines de personnes, la question qui se pose est de savoir si les victimes seront enfin dédommagées ou la justice se contentera-t-elle de condamner ce responsable avec une lourde peine, histoire de calmer les esprits.

Y. Y.